



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU TARN

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
Bureau de l'environnement et des affaires foncières

Arrêté de mise en demeure du 24 MAI 2013
concernant le dépôt d'explosifs exploité par la société EPC France
au lieu-dit Muratet, sur le territoire de la commune de Montdragon

La préfète du Tarn,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,
Chevalier du Mérite agricole,

- Vu le code de l'environnement et notamment l'article L.514-1 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu le décret du Président de la République du 7 juin 2012 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER en qualité de préfète du Tarn ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2013 portant délégation de signature à Madame Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture du Tarn ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 9 août 1978 réglementant les activités du dépôt que la société *Nitro-Bickford* exploite à Montdragon, au lieu-dit *Muratet*, modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral du 6 avril 2006 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 17 février 2012 autorisant la société *EPC France* à succéder à la société *Nitro-Bickford* pour l'exploitation du dépôt d'explosifs civils de Montdragon et modifiant les prescriptions applicables, conformément aux dispositions de l'article R.512-33 du code de l'environnement ;
- Vu l'étude *Analyse du risque foudre* réalisée par Capingelec, datée du 26 octobre 2009 ;
- Vu l'étude *Analyse du risque foudre* complémentaire et l'étude *technique foudre*, réalisées par Dekra, datées du 28 décembre 2012 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 22 mars 2013, rédigé à la suite de l'inspection réalisée le 27 novembre 2012 de manière inopinée ;

Considérant que l'inspection du 27 novembre 2012 a permis de mettre en évidence un retard dans la mise en œuvre des dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé relatives à la protection contre la foudre, l'étude technique prévue à l'article 19 de l'arrêté ministériel

précité n'ayant pas été effectuée. Par ailleurs, les moyens de protection et de prévention identifiés dans l'étude technique réalisée du 13 au 27 décembre 2012 et ayant donné lieu au rapport du 28 décembre 2012, ne sont pas encore mis en œuvre alors que l'analyse du risque foudre a été réalisée le 26 octobre 2009 ;

Considérant que ce constat constitue une infraction à l'article 20 de l'arrêté susvisé du 4 octobre 2010, qui précise que *l'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.*

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Tarn,

arrête

Article 1^{er} : La société *EPC France* qui exploite un dépôt d'explosifs civils au lieu-dit *Muratet*, commune de Montdragon, est mise en demeure de respecter :

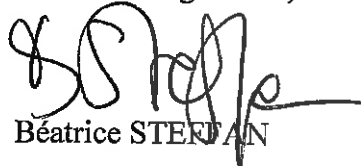
- dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- dans un délai de cinq mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Une copie du certificat de vérification complète de l'installation des protections sera adressée à l'inspection des installations classées à l'issue de ce délai.

Article 2 : A défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1^{er}, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Article 3 : La secrétaire générale de la préfecture du Tarn et le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement - inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société *EPC France*, et dont une copie est déposée à la mairie de Montdragon pour être communiquée sur place à toute personne qui en fera la demande. Une copie de cet arrêté est transmise pour information au sous-préfet de Castres.

Albi, le 24 MAI 2013

Pour la préfète et par délégation,
la secrétaire générale,



Béatrice STEFAN

Délais de recours : Le présent arrêté peut être déféré par l'exploitant au tribunal administratif de Toulouse - 68, rue Raymond IV - BP 7007 - 31068 Toulouse cedex 7, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.